

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES
SK/878

**Arrêté du 14 juin 2021
portant mise en demeure à la société ALSACHIMIE SAS à Chalampé de respecter les
dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des
équipements sous pression et des récipients à pression simples**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre VII du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

VU le livre V, titre V, chapitre VII du code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples,

Vu l'attestation de refus de la requalification périodique de la calandre d'échangeur Y0200C, exploitée sur le site d'Alsachimie à Chalampé, émise par l'organisme habilité APAVE suite à l'épreuve hydraulique du 11 septembre 2020,

VU le rapport du 28 avril 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, suite à la visite du 14 avril 2021 sur le site de la société Alsachimie SAS à Chalampé,

Considérant que lors de la requalification du 11 septembre 2020, l'échangeur Y0200 a présenté plusieurs fuites sur la plaque tubulaire,

Considérant que la société Alsachimie SAS exploite un appareil n'ayant pas satisfait aux opérations de requalification périodique et qu'il est par conséquent mis en évidence une non-conformité à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé,

Considérant les compléments apportés par la société Alsachimie SAS dans son courrier du 5 mai 2021,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société Alsachimie SAS, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé route départementale 52 à Chalampé (68490), est mise en demeure de se conformer aux prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, au plus tard le 30 juin 2021, pour l'appareil ci-dessous identifié :

N° d'équipement	Désignation	N° série / fabrication	Fabricant	Année de fabrication
Y0200C	Calandre d'échangeur	0009C	ACM	1990

Article 2 : l'exploitant met en place, durant le délai prévu à l'article 1, une surveillance renforcée de l'appareil en fonctionnement jusqu'à son remplacement.

L'exploitant met en place un détecteur d'explosivité cyclohexane avec seuil d'alarme en phase avec ceux existant dans l'unité, et avec actions existantes et connues si activation des alarmes (scénarios existants de l'étude de danger).

Ce détecteur est installé au plus près de la plaque tubulaire de l'appareil concerné ; la surveillance continue de l'évolution des températures par les opérateurs au pilotage et par la ligne d'encadrement de jour, pouvant révéler l'apparition d'une fuite interne significative au niveau de la plaque tubulaire.

Les incidents ainsi que toute modification des conditions d'exploitation ou de surveillance de l'équipement sus-visé devront être portés à la connaissance de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est Grand Est sans délai.

Article 3 : la société Alsachimie SAS transmet un justificatif de la mise en conformité ou de la mise hors service de l'appareil à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est sise 14 rue du Bataillon de Marche 24 à Strasbourg (67070) au plus tard à l'échéance de la mise en demeure.

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 14 juin 2021

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.